

**DEPARTEMENT DE LA REUNION**

**COMMUNE DE LE PORT**

**11 RUE FARADAY**



**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**CENTRE DE DETENTION DU PORT**

**CONSTRUCTION D'UN VESTIAIRE  
POUR LE PERSONNEL FEMININ**

MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'ŒUVRE	BUREAU DE CONTRÔLE	CSPS
MINISTERE DE LA JUSTICE 11 RUE FARADAY 97823 LE PORT CEDEX	BUREAU D'ETUDES CATINEVEL 78 RUE DE L'ANCIENNE USINE 97410 SAINT PIERRE TEL 06 92 85 25 47 Mail : betcatinevel@orange.fr		

**LOT 00- C.C.T.P. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS**

REFERENCE	DATE	DOC
2024/018	17/01/2025	PRO/ DCE

**MODIFICATIONS :**

# LOT 00 – PRESCRIPTIONS COMMUNES

## **1. PREAMBULE - DEFINITION DE L'OPERATION**

Construction de vestiaires destinés au personnel surveillant féminin au centre de détention du Port Rue Faraday, Ile de la réunion (97420), au niveau du quartier bas.

### **1.1. INTERPRETATION DU PRESENT DOCUMENT**

Les cahiers à suivre des Clauses Techniques Particulières Lot par Lot, applicables aux marchés de travaux de l'opération susnommée, sont complétés par le présent document intitulé "DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS".

Les GENERALITES ont priorité sur le CCTP pour toutes les précisions ou modifications qu'ils y apportent explicitement.

L'ordre contractuel des pièces est le suivant :

1 : CCTP GENERALITES. - 2 : CCTP T.C.E. - 3 : PLANS.

Cependant, si un ouvrage (total ou partiel) ou une prestation, est porté sur un document graphique quel qu'il soit, sans être formellement mentionné aux CCTP et si, par ailleurs, aucune indication ne précise qu'il n'est pas prévu au marché ; il doit alors obligatoirement être intégré dans l'offre forfaitaire de base.

### **1.2. DECOMPOSITION DES LOTS**

La présente opération se décompose **en 07 lots** :

Lot 01 : VRD- TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE- CLOISON MACONNEE

Lot 02 CHARPENTE – COUVERTURE- ISOLATION

Lot 03 : FAUX-PLAFOND - PEINTURE - ETANCHEITE

Lot 04 : REVÊTEMENT DUR

Lot 05 : MENUISERIE ALUMINIUM - MENUISERIE BOIS

Lot 06 : PLOMBERIE- ECS

Lot 07 : ELECTRICITE

### **1.3. DEVOLUTION DES MARCHES**

#### **1.3.1. Type de marché de travaux**

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.

Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document.

L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnera d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans

### **1.3.2. Attribution des marchés MARCHE ALLOTI avec possibilité de répondre à plusieurs lots**

Le présent CCTP s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entreprises séparées pour l'ensemble des travaux de bâtiment, les installations techniques et VRD. Les entreprises titulaires des marchés séparés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales.

Ces entreprises participent aux dépenses communes de chantier (voir : Frais inter-entreprises – paragraphe 10 ci-après).

### **1.3.3. Désignation du lot principal**

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est : Le lot n°02 - GROS-ŒUVRE

## **1.4. OBSERVATIONS CONCERNANT LE CCTP**

Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement. L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la Maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural,

seraient exécutés conformément aux décisions de la Maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché.

Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa.

L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

#### **1.5. VERIFICATION DES COTES**

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents.

Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

S'il y a lieu, la Maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet.

Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne pourront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif, une mise au point ultérieure ou par une variante proposée par l'entrepreneur.

#### **1.6. OUVRAGES EXPLICITEMENT DECRITS**

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Même non décrits tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

NOTA IMPORTANT : L'ordre de préséance est les C.C.T.P. puis les plans Les C.C.T.P. et les plans se correspondent et se complètent. En cas d'omission d'une prestation sur l'un ou l'autre de ces documents, la prestation décrite ou dessinée sera due par l'entreprise.

#### **1.7. OUVRAGES IMPLICITEMENT COMPRIS**

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré.

La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire.

L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

#### **1.8. DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)**

Un bordereau quantitatif sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce bordereau quantitatif énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction et spécifie la quantité nécessaire de chacune d'elles.

Les erreurs éventuelles de quantités portées sur cette décomposition et relevées après la remise de la soumission ne pourront en aucun cas conduire à un changement du prix global forfaitaire porté sur cette dernière.

L'entrepreneur est donc tenu de vérifier ou de signaler toutes modifications de ces quantités avant la remise de prix, tout recours à posteriori contre la Maîtrise d'œuvre étant exclu.

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité, en outre il doit contrôler toutes les indications du dossier de consultation, notamment des plans, des dessins et du CCTP.

L'entrepreneur ne pourra, s'il est chargé des travaux, se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une augmentation du montant de son marché. Il exécutera donc, comme faisant partie de son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages envisagés.

### **1.9. PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE INCENDIE**

- Les méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures visées par les règles et DTU ainsi que toutes autres prescriptions réglementaires en vigueur sont de stricte application :

Code la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles R 123-1 à R 123-55 et aux dispositions particulières des textes suivants :

- Arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié

- Arrêté ministériel du 22 décembre 1981 modifié relatif aux établissements du type M (magasins de vente) Liste non exhaustive ...

- Normes et DTU en vigueur et Code du travail.

Les entreprises sont tenues d'obtenir tous résultats et conformités en conséquence.

### **1.10 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX PERSONNES HANDICAPEES**

Accessibilité des bâtiments : l'attention des entreprises est attirée sur le fait que l'ensemble des dispositions TCE sera conforme à la loi n°2005-102 du 11 février 2005 et au décret 2006-555 du 17 mai 2006 (art R.111-19-7 à R.111-19-12 du Code de la construction et de l'habitation)

Les règles à respecter sont précisées par l'arrêté du 1er août 2006

Les entreprises sont tenues d'obtenir tous résultats et conformités en conséquence.

## **2. OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX**

### **2.1. PRISE DE CONNAISSANCE DU PROJET**

#### **2.1.1. Vérification des pièces écrites**

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot.

Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau de la Maîtrise d'œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la Maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé

à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées.

Il doit proposer également, en temps utile, à la Maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif différeraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

### **2.1.2. Vérification du quantitatif**

Le dossier de consultation des entreprises comprend un devis quantitatif établi par la Maîtrise d'Œuvre, en sus du devis descriptif. Le montant global forfaitaire proposé sera forcément basé sur les indications dudit devis. Toutefois, les candidats doivent fatalement indiquer toute constatation d'erreur et signaler l'incidence financière sur annexe, joint à l'offre.

## **2.2. CONNAISSANCE DES LIEUX**

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable : pris connaissance du plan de masse, de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ; apprécié toutes les conditions d'exécution et pris toutes indications utiles auprès des Services et concessionnaires divers. Aucun supplément ne sera accordé pour travaux supplémentaires dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

## **2.3. PRISE DE POSSESSION DU SITE**

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Un constat contradictoire sera établi sous forme de constat par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la Maîtrise d'œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage. Les frais afférents à cette procédure seront à la charge de ce lot. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement. Les frais relatifs aux honoraires de l'huissier, à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge du lot gros œuvre.

## **2.4. DEMARCHES AUPRES DES SERVICES PUBLICS**

L'entrepreneur doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc..) en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc.) Il a à sa charge tous les frais en résultant.

## **2.5. OBLIGATION DES RESULTATS**

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après. L'obligation de résultat est définie par le présent document.

## **2.6. ORGANISATION DE CHANTIER**

### **Coordination de chantier :**

Les entreprises de tous les lots devront se prêter à ce qu'une parfaite et complète coordination puisse avoir lieu sur le chantier sous la direction du pilote de chantier ou Maître d'Œuvre. Elles devront remettre au pilote de chantier ou Maître d'Œuvre, dans les délais convenus, tous les documents, plans de réservation, etc. nécessaires à un déroulement normal du chantier, dans le cadre du planning contractuel. La non fourniture de ces documents à la date prévue pourra entraîner, outre la responsabilité des travaux supplémentaires qui en découlerait, l'application des pénalités prévues au C.C.A.P.

### **Rendez-vous de chantier :**

Les rendez-vous de chantier auront lieu de façon hebdomadaire à jours et heures fixés par le Maître d'œuvre. Les entrepreneurs seront obligatoirement tenus de participer à ces réunions ou d'y être valablement représentés. Un compte-rendu sera établi à l'issue de chaque réunion et diffusé aux entreprises. Sans remarque de leur part dans un délai de 8 jours, les décisions s'appliqueront d'office. Dans le cadre du marché, les comptes-rendus peuvent valoir « ordres de services », et les entreprises devront s'y conformer comme aux ordres de service.

## **3. ETUDES PREPARATOIRES**

### **3.1. ETUDE DE SOL**

Suivant rapport de sol du bureau géotechnique – Rapport GEISER N° 175170 du 16/11/2017

L'entreprise devra se conformer à ce rapport.

### **3.2. DOCUMENTS TECHNIQUES A OBSERVER**

Durant la période de préparation, l'entrepreneur doit établir et soumettre à la Maîtrise d'œuvre et éventuellement au Bureau de contrôle technique, toutes les études spéciales nécessaires au bon déroulement des travaux et les communiquer, après approbation, s'il y avait utilité, aux autres entreprises.

### **3.3. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR**

#### **3.3.1. A la remise des offres**

L'Entrepreneur joint à son offre la documentation complète et les fiches techniques détaillées des matériaux et fabrications proposés répondant aux spécifications du présent document.

### **3.3.2. Pendant la période de préparation**

Pendant la période de préparation et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des documents établis par l'Entrepreneur est soumis à l'avis du Maître d'œuvre. Le visa du Maître d'œuvre n'enlève pas à l'Entrepreneur la responsabilité de la conformité des ouvrages aux plans du marché. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) doit être soumis à l'avis du coordonnateur SPS après la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le site.

### **3.3.3. Etablissement des plans d'exécution**

La Maîtrise d'œuvre définit les principes fonctionnels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

\* La construction sera soumise aux normes suivantes :

REGION 5

Rugosité IIIa

Catégorie n°4 de durée d'utilisation

Catégorie géotechnique n°2 classe de conséquence CC2

Vb.0 = 34 (m/s)

L'Entrepreneur devra transmettre ces documents pour approbation au bureau de contrôle.

### **3.3.4. Avant la réception**

Les plans et autres documents conformes à l'exécution, ainsi que les notices d'exploitation et les contrats de maintenance, sont remis au Maître d'œuvre par l'Entrepreneur. La nomenclature des pièces du dossier à fournir est précisée dans chaque CCTP des lots.

## **3.4. MODIFICATIONS EN COURS DE TRAVAUX**

Les différences plus ou moins légères de cotations, modifications dues à des mises au point ou découlant des besoins de mise en œuvre, etc., ne pourront en aucun cas, être considérées comme ouvrant droit à demande de supplément.

Si avant exécution, des modifications d'implantation, de distribution, de parcours, de canalisations, sont jugées nécessaires pour des raisons techniques ou si elles découlent des besoins de mise en œuvre, elles ne pourront, également, prétendre à supplément. L'exécution des ouvrages respectera rigoureusement les indications des documents d'exécution approuvés.

## **3.5. ABONNEMENTS CONCESSIONNAIRES**



L'entrepreneur a pour obligation de se rapprocher de tous les services intéressés et d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'exécution de ses travaux. L'entrepreneur de Gros-œuvre fera son affaire des demandes, installations, déposes, etc., de tous les branchements de chantier qui seraient nécessités par l'exécution de son contrat et celui des autres corps d'état.

### **3.6. VARIANTES**

L'entrepreneur pourra apporter des propositions de variantes qui lui sembleraient plus adaptées tant sur le plan économique que sur l'ouvrage. Toutefois, celles-ci ne seront prises en considération que si l'entrepreneur a effectivement chiffré la solution de base.

Néanmoins, l'entrepreneur devra supporter à ses frais les plans de détails d'exécution, ainsi que toutes incidences techniques et financières sur les autres lots

Les variantes devront se conformer aux conditions suivantes :

- respect du projet architectural
- équivalence technique au marché de base
- prise en compte de toutes les incidences éventuelles sur tous les lots.
- présentation d'un mémoire technique exprimant la variante proposée (documentation, modificatif au CCTP, croquis, plans...)

### **3.7. ACCEPTATION DES FOURNITURES - ECHANTILLONS :**

Les entreprises retenues devront fournir, lors de la première réunion de coordination, la panoplie complète d'échantillons, prototypes, etc. choisie et définie au C.C.T.P. pour approbation définitive par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas de disparition de la marque un produit similaire sera présenté pour approbation. Tous ces échantillons, prototypes, etc. seront entreposés sur les lieux des travaux dans une salle attenante à la salle de réunion

Les procès-verbaux, avis techniques du C.S.T.B, certificats d'assurances concernant les matériaux ou principes employés seront fournis à la demande du Maître d'Oeuvre et du bureau de contrôle.

### **3.8. RAPPEL DES ASSURANCES OBLIGATOIRES :**

Assurance responsabilité civile : -Selon les obligations des marchés en vigueur à la date de signature. Effectif du personnel en rapport avec l'importance des travaux.

Assurance responsabilité décennale pour ouvrages : -Pour activités exigées par ce type d'ouvrages, pour activités couvrant le territoire de Mayotte, pour travaux non traditionnels éventuellement.

## **4. TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES**

#### **4.1. LES REGLES DE L'ART**

##### **4.1.1. Qualité des matériaux**

Sauf dérogations apportées par le Devis Descriptif, tous les matériaux sont de première qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'Art.

L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

##### **4.1.2. Documents techniques unifiés**

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes des Documents Techniques Unifiés français.

Toutes dérogations devront faire l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre. La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

##### **4.1.3. Les cahiers des clauses techniques générales**

L'entrepreneur devra respecter les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales en vigueur au moment de la délivrance du permis de construire.

#### **4.2. LES NORMES ET REGLES DE CALCUL**

L'entrepreneur devra respecter les normes françaises pour l'exécution de ses ouvrages et chaque matériau faisant référence à une de ces normes devra être estampillé.

Les normes françaises de l'association française de Normalisation (AFNOR) homologuées par arrêtés ministériels ou provisoires en vigueur à la date de début des travaux.

REEF édités par le CSTB mis à jour à la date des travaux.

Règles de calcul :

- NF EN 1990 Eurocode 0 : Bases de calcul des structures
- NF EN 1991 Eurocode 1 : Actions sur les structures
- NF EN 1992 Eurocode 2 : Calcul des structures en béton
- NF EN 1993 Eurocode 3 : Calcul des structures en acier
- NF EN 1994 Eurocode 4 : Calcul des structures mixtes acier-béton
- NF EN 1996 Eurocode 6 : Calcul des structures en maçonneries
- NF EN 1997 Eurocode 7 : Calcul géotechnique
- NF EN 1998 Eurocode 8 : Calcul des structures pour leur résistance au séisme

#### **4.3. LES CODES ET REGLEMENTS**

Les Codes et règlements à observer pour l'exécution des ouvrages, seront ceux normalement utilisés par la profession et plus particulièrement :

- Le code de l'Urbanisme ;

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU,
- Les règles des D.T.U. ;
- Documents techniques COPREC
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés privés.

Les procédés et matériaux non traditionnels, non régis par les documents de référence cités ci-dessus doivent obligatoirement, lorsque ceux-ci sont instruits et prononcés par un groupe spécialisé du CSTB, posséder un Avis Technique ou un ATEX ("Appréciation Technique d'Expérimentation" pour les produits récents).

## **5. SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE**

### **5.1. REGLEMENTS - ASSURANCE- SECURITE :**

L'entrepreneur est tenu d'observer strictement les règlements de sécurité et du code du travail, de prendre toutes précautions utiles pour la sécurité sur le chantier. Il doit avoir souscrit les assurances nécessaires (responsabilité civile) et être à jour des primes. Il sera fourni au maître d'ouvrage tous les justificatifs.

**Compte tenu du site, les entreprises devront se rattacher aussi auprès du Maître d'Ouvrage pour les consignes de sécurité et d'accessibilité.**

### **5.2. HYGIENE, SECURITE, PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

#### **5.2.1. Autorité et moyens du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. En coordination avec le Maître d'Ouvrage, compte tenu de la situation du site.

L'entrepreneur communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.

#### **5.2.2. Obligations générales de l'entrepreneur**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

#### **5.2.3. Responsabilités vis-à-vis des ouvriers et des tiers**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier. Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes.

### **5.3. PLAN D'HYGIENE & DE SECURITE**

#### **5.3.1. Plan Général de Coordination Sécurité**

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis avant le début de la période de préparation et comprendra :

1. Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
2. les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
3. Les mesures de coordination prises par le coordonnateur S.P.S. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
  - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;

- b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
- c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux,
- d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
- e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;

### **5.3.2. Plan particulier de sécurité**

Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. L'entrepreneur établit et est tenu de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (entreprise générale - cotraitant - sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

### **5.4. SECURITE DES PERSONNES**

L'entrepreneur de gros-œuvre est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

### **5.5. SECURITE COLLECTIVE**

Conformément au décret du 8 Janvier 1965 concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc.) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur.

Bien que la responsabilité de la Maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun cas être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

### **5.6. CIRCULATION SUR LE CHANTIER**

L'entrepreneur de gros-œuvre devra prévoir toutes les passerelles, escaliers provisoires, échafaudages pour assurer une libre circulation sur le chantier. Tous ces équipements auront nécessairement des protections et garde-corps. L'entretien et le déplacement de ces ouvrages seront à la charge et sous la responsabilité du lot gros-œuvre.

## **6. IMPLANTATIONS**

### **6.1. IMPLANTATION DU BATIMENT**

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre a, à sa charge, les tracés d'implantation des ouvrages qui seront dressés par un géomètre. L'implantation générale sera matérialisée par des piquets indiquant les alignements et les niveaux. A partir de cette implantation, l'entrepreneur du lot Gros-œuvre effectuera les implantations de détail matérialisées par des chaises et des piquets. Il procurera aux autres corps d'état ou à la demande de la Maîtrise d'œuvre les traits, axes et repères d'implantation nécessaires.

L'entrepreneur du lot Gros-œuvre supportera les frais résultants de cette implantation (y compris honoraires du géomètre). L'entrepreneur du lot Gros-œuvre assumera la responsabilité ainsi que les conséquences de toutes erreurs d'implantation ou de nivellement, quelle qu'en soit la nature. L'entreprise devra fournir un plan d'implantation au 1/50° visé par le géomètre entreprise et MOE avant le démarrage des fondations.

### **6.2. TRAITS DE NIVEAU**

Trait de niveau (1,00 mètre) :

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état n'est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits que par l'entreprise de Gros-œuvre qui en assure la responsabilité.

Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot Gros-œuvre le tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais ; il sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant.

Trait de niveau au laser :

Le trait de niveau servant à l'implantation de faux-plafonds sera établi par les lots concernés et situés au niveau bas des ouvrages. Ce trait sera permanent et lisible par laser soit en continu, soit point par point.

### **6.3. TRACE DE DISTRIBUTIONS INTERIEURES**

Le tracé de l'implantation des cloisons intérieures sera à la charge de l'entrepreneur titulaire de la réalisation de celles-ci.

## **7. COORDINATION TECHNIQUE**

### **7.1. RENSEIGNEMENTS A FOURNIR**

L'entrepreneur doit fournir, en temps utile, les précisions relatives à ses ouvrages, en particulier :

- niveaux d'arases et nus bruts,
- emplacements et définitions de surcharges spéciales,
- emplacements des canalisations, gaines, tuyauteries, etc...

## **7.2. PLAN D'ORGANISATION DE CHANTIER**

L'entrepreneur de Gros-œuvre doit, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises et comportera :

- les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc.
- les emplacements des engins de levage, bétonnières, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois,
- les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène,
- les emplacements de stockage de terre.

Ce plan est soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et signé par toutes les entreprises.

## **7.3. LIVRAISON ET STOCKAGE**

Tout entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état.

L'entrepreneur reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements. En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'entrepreneur sur simple injonction de la Maîtrise d'œuvre.

## **7.4. ESSAIS**

En vue de la qualité des matériaux, tous les essais obligatoires visés aux CCTP, et demandés par le bureau de contrôle éventuel ou l'architecte seront dus par les entrepreneurs. Tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que la Maîtrise d'œuvre lui demanderait durant l'exécution des travaux ou même après.

D'autre part, les entrepreneurs devront effectuer les essais COPREC N°1 avant la réception des travaux et le résultat devra faire l'objet d'un procès-verbal rédigé selon l'annexe COPREC N°2.

## **7.5. PILOTAGE PROPRE A L'ENTREPRISE**

L'entrepreneur coordonnera toutes les actions et assurera toutes les mises au point nécessaires à l'harmonisation et à la perfection de ses ouvrages. Il recherchera toutes indications qui lui sont utiles à l'adaptation de ses ouvrages et fournitures.

Il réalisera les travaux préparatoires indispensables.

Les conditions imposées à l'entrepreneur devront être respectées, notamment les prévisions d'exécution, les impératifs de fourniture et de mise en œuvre.

Toute insuffisance à ces dispositions sera supportée financièrement par l'entrepreneur.

## **7.6. BUREAU DE CONTROLE**

Il est porté à la connaissance des entreprises que le Maître d'Ouvrage nommera un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages.

Les entrepreneurs sont tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

## **8. MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX**

### **8.1. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR**

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession d'Entrepreneur, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

### **8.2. TRANSPORT A PIED D'OEUVRE :**

L'Entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :

- toutes manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires,
- tous emballages, protections et autres,
- toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement.

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier.

Les matériaux refusés par la Maîtrise d'Œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier.

### **8.3. MATERIAUX TRADITIONNELS**

Les fournitures et ouvrages seront fixés et exécutés conformément aux règles de l'Art en respectant les prescriptions des normes AFNOR, cahiers et règles de calcul DTU.

### **8.4. MATERIAUX NOUVEAUX :**

#### **AVIS TECHNIQUES**

Les ouvrages de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposés par les entrepreneurs, devront faire l'objet d'un avis technique de la commission spécialisée ou avoir bénéficié d'une enquête particulière d'un organisme agréé.

La fourniture et la mise en œuvre devront être conformes à cet avis et tenir compte des observations ou réserves formulées par la commission.



Les matériaux ou procédés n'ayant pas fait l'objet d'avis technique, les entrepreneurs doivent fournir, à la Maîtrise d'Œuvre, une documentation technique complète et détaillée, un accord du bureau de contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.

Dans les deux cas, la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser les procédés ou matériaux proposés.

#### **8.5. MATERIAUX DE SUBSTITUTION**

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à la Maîtrise d'Œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP.

Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire.

Tout entrepreneur s'engage auprès de la Maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la Maîtrise d'Œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

#### **8.6. MATERIAUX DEFECTUEUX**

Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre ne sont pas satisfaisants seront refusés par la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

La Maîtrise d'Œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais elle restera seule juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.

#### **8.7. PRESENTATION DES ECHANTILLONS**

Dès l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur doit présenter à la Maîtrise d'Œuvre, un échantillon ou une maquette des différents matériaux ou ensemble des différents matériaux décrits dans les devis descriptifs dont il prévoit l'emploi dans un délai de deux semaines maximums après l'ouverture du chantier.

Ces échantillons doivent, à la demande du Maître d'Œuvre, être conservés dans le bureau de chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence.

La présentation de ces différents échantillons est faite en accord avec le Maître d'Œuvre.

Tous les frais relatifs à cette présentation font partie intégrante du Prix Globale et Forfaitaire.

#### **8.8. PROTECTION DES OUVRAGES**

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant. Tous

les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre.

En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la Maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète.

Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

### **8.9. DIMENSIONNEMENT DES MATERIAUX**

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages doivent être conformes aux stipulations des pièces du marché. Les entrepreneurs s'engagent à faire démolir et remplacer, à leurs frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations. Il assure seul la responsabilité qui pourrait découler de ses erreurs ou de la non vérification des plans (notamment cotes).

### **8.10. CONTROLE**

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais "obligatoires" visés aux Cahiers des Charges du CSTB ainsi que les essais imposés dans le cours des lots du Devis Descriptif, les contrôles et essais demandés par la Maîtrise d'œuvre sont dus par l'Entrepreneur.

A ce titre, l'Entrepreneur doit tous les échantillons nécessaires, ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

D'autre part, avant la réception des travaux, l'Entrepreneur doit effectuer les essais et contrôles concernant les installations précisées dans le document technique COPREC n° 1, contrôle technique de type A, à ses frais.

Toutes les imperfections relevées doivent être corrigées et une nouvelle série d'essais est effectuée jusqu'à complète satisfaction.

## **9. FRAIS INTER-ENTREPRISES**

### **9.1. ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVITE DU CHANTIER :**

L'entrepreneur devra impérativement avant sa proposition d'offre prendre connaissance des lieux et en accepter les caractéristiques d'accès.

Il sera impossible de revenir sur l'état des lieux après l'engagement de l'entreprise sur son offre de prix. Le dépôt de matériaux s'effectuera obligatoirement dans un périmètre de sécurité spécialement clos par une clôture opaque.

Les clôtures de sécurité seront entretenues pendant toute la période des travaux.

L'entreprise est responsable des dégâts éventuels occasionnés à la voirie existante, bordures, trottoirs et d'une manière générale à la propriété des tiers.

Tout ouvrage détérioré sera remis en état.

L'entreprise est responsable du chantier pendant toute la durée des travaux.

Tous sinistres résultant du manquement de responsabilité de l'entreprise seraient à mettre au préjudice de cette dernière.

## **9.2. COMPTE PRORATA**

### **-Compte prorata**

Sans objet.

### **-Dépenses d'entretien.**

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge.

Les matériaux et déchets issus de la démolition sont à évacuer en décharge autorisée par le lot VRD. Pour la construction, chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de stockage fixés par le titulaire du lot Gros œuvre.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, réparation et remise en état des installations qu'il a sali ou détérioré.

L'entrepreneur du lot gros œuvre a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, du début à la fin du chantier.

### **-Dépenses diverses**

- Nettoyage de chantier (enlèvement à la décharge des déblais cf. art ci-dessus) à prévoir par le lot Gros Œuvre

- Frais de gardiennage

- Dossier marché complet destiné au bureau de chantier

- Consommation d'eau, électricité Les dépenses ci-dessus (dépenses diverses) sont à prévoir dans le lot Gros Œuvre

**Chaque lot doit la protection de ses propres ouvrages et en est responsable jusqu'à la réception de ces derniers.**

### **9.3. ECHAFAUDAGE**

Chaque entreprise doit les matériels de levage et de manutention, ainsi que les échafaudages qui sont nécessaire à l'exécution de ses travaux (matériels non imputables au compte prorata). Il appartient à l'entrepreneur de se rapprocher de l'entreprise du lot gros-œuvre pour l'utilisation de ses matériels de levage. L'entrepreneur est tenu pour responsable et devra être assuré en cas d'accident.

### **9.4. NETTOYAGE DE CHANTIER**

Chaque entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser ses gravais et ceci au fur et à mesure de l'avancement, il doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par le lot Peinture. Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés au lot Gros-œuvre.

Si l'état de propreté est jugé insuffisant ; Le Maître d'Œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.

## **10. TROUS et SCELLEMENTS**

### **10.1. TROUS ET RESERVATIONS**

Tous les trous, scellements, calfeutremments, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus.

Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Il leur appartient de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques".

Seront prévus les trous, trémies, fourreaux nécessaires aux autres entrepreneurs ainsi que les scellements et calfeutremments, recueillis des autres Entrepreneurs.

Les trous, trémies, sont rebouchées par un matériau reconstituant le degré de résistance au feu du support.

Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés. Compris rebouchages et calfeutremments par du matériau résistance au feu suffisante.

### **10.2. TROUS NON RESERVES**

Les trous non réservés dans le béton, béton armé, faute de spécifications formulées en temps utile, sont exécutés par le lot Gros-œuvre, mais à la charge des entreprises défaillantes. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise défaillante prendra toutes dispositions nécessaires et supportera toutes conséquences de refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la Maîtrise d'Œuvre.

### **10.3. BOUCHEMENTS ET CALFEUTREMENTS**

Les bouchements de trémies et de réservations dans les planchers et les voiles seront à la charge de l'entreprise gros œuvre, sauf les gaines d'électricité qui seront rebouchées par le lot Electricité. L'exécution des bouchements permettra d'obtenir les degrés de résistance au feu exigés.

### **10.4. FOURREAUX**

Dans la mesure où les schémas d'implantation lui ont été remis en temps opportun par les entrepreneurs du second œuvre, le lot Gros-œuvre a, à sa charge, l'incorporation dans les bétons et maçonneries, de tous les éléments tels que fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, etc., pouvant être exécutés lors de ses ouvrages.

Cette pose sera effectuée sous le contrôle des entreprises de second œuvre.

Tous ces éléments sont fournis au lot Gros-œuvre par le second œuvre auquel ils sont nécessaires, sauf dérogations.

## **11. LIVRAISON DES OUVRAGES**

### **11.1. RECEPTION DES SUPPORTS**

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'une autre entreprise. L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront déduits du compte de l'entreprise défaillante.

### **11.2. RECEPTION DES OUVRAGES**

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

### **11.3. RECEPTION DES TRAVAUX**

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

### **11.4. CONTROLES, VERIFICATIONS, RECEPTIONS**

#### **\* Acoustiques :**

L'entrepreneur fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP

#### **\* Résistance au feu :**

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP

#### **\* Justificatifs :**

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

#### **\*Contrôle des D.T.U**

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation.

A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent Devis Descriptif et aux échantillons agréés

### **11.5. NETTOYAGE**

Chaque Entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravois et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la Maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'Entrepreneur concerné, qui s'engage par le présent document à les régler, ou à défaut qui viendrait en déduction de son décompte travaux. L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public. Les nettoyages, avant réception, sont exécutés par l'entrepreneur du lot gros-œuvre dans le cadre du compte prorata. Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre.

### **11.6. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENTS**

L'entrepreneur garantit de façon formelle la parfaite réalisation des travaux faisant l'objet du marché, suivant les règles de l'art et les textes et réglementations en vigueur.

Cette garantie d'un an portera sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre tous les vices de construction, de conception et de réalisation ainsi que sur le bon fonctionnement de l'installation, aussi bien dans son ensemble que dans les détails.

Pendant la période de garantie, l'entrepreneur devra remplacer à ses frais toutes les pièces défectueuses ou toute partie de l'installation qui aurait été endommagée par suite d'une défectuosité.

Si la venue d'un agent d'un constructeur est nécessaire pour remettre le matériel en état, il doit également à sa charge le déplacement, les frais de séjour et tous frais affairant à sa venue.

Les pièces de remplacement seront garanties pendant un an après leur mise en place.

### **11.7. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

Les documents nécessaires seront remis en quatre exemplaires dont un reproductible en ce qui concerne les plans.

Ces documents comprennent :

- note de calcul, plans et schémas des ouvrages conformes à l'exécution, et particulièrement les plans des installations techniques et des réseaux de canalisations de tous les fluides, y compris réseaux d'évacuation,
- bordereaux d'approbation du Bureau de Contrôle,
- procès-verbaux d'essais et d'analyse,
- listes des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
- fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française,
- certificats de conformité,
- certificats de garantie,
- attestations de versement des primes d'assurances pendant la durée de l'exécution des travaux,
- documents particuliers signalés au CCTP et éventuellement au CCAP.

## **12. TRI ET VALORISATION DES DECHETS**

### **12.1. REDUCTION DES DECHETS A LA SOURCE**

Les entreprises devront :

- Choisir des techniques de construction minimisant la production de déchets.

- Réutiliser les matériaux en l'état chaque fois que c'est possible.
- Calculer au plus juste le calepinage pour diminuer les déchets produits.
- Pour le choix des fournisseurs, prendre en compte les éléments suivants : emballages consignés, réduits et facilement valorisables.

## **12.2. QUANTIFICATION ET CLASSIFICATION DES DECHETS DE CHANTIER**

L'entreprise triera les déchets suivant les familles et nature des déchets

- Déchets inertes : briques, béton,
- Déchets banals : métaux, verre, plastiques, Bois.
- Déchets dangereux : éléments nocifs ou dangereux entraînant des précautions particulières d'élimination ou de traitement.

L'entreprise fera un prévisionnel quantitatif des déchets par lot et type en fonction du planning des travaux.

## **12.3. TRI, STOCKAGE ET EVACUATION DES DECHETS**

L'entreprise devra le tri, le stockage et l'élimination des déchets.

Elle fournira le bordereau de suivi des déchets.

Les déchets seront regroupés sur une aire de tri comportant autant de bornes que de type de déchetterie et au minimum :

-Inertes, enrobés, verts, plâtre, métaux, plastiques, papiers/cartons, DB (déchets banals), et DD (déchets dangereux).

-Evacuation des déchets vers des filières de valorisation.

Le lot n°2 (GROS ŒUVRE) sera gestionnaire des déchets du chantier. Il devra également faire respecter leurs obligations aux entreprises dues en matière de tri et nettoyage.

## **12.4. CHOIX DES FILIERES D'ELIMINATION.**

Ces filières des déchets produits devront être identifiées par type de déchet.